

Dette publique : le boulet du quinquennat Macron 2 ?

EMMANUEL MACRON

SUIVRE CE SUJET



Bloomberg / Contributeur

 SAUVEGARDER  PARTAGER

Réélu le 24 avril, le président va devoir mener ses réformes en composant avec le poids de la dette publique qui s'est accrue de 600 milliards d'euros en cinq ans. Tenté de laisser filer l'endettement, Emmanuel Macron pourrait subir la pression de voisins européens favorables à l'orthodoxie budgétaire.



Par **Jean-Victor Semeraro**

Journaliste fiscalité, dépense publique

Publié le 26/04/2022 à 18h04

Durant sa campagne éclair, Emmanuel Macron n'en a pas dit un mot. Stratégie gagnante, il a été réélu dimanche 24 avril pour un second mandat. Pourtant, le chef de l'État le sait pertinemment : la maîtrise de la dette publique n'est pas un petit sujet et celle-ci pèsera sur son quinquennat. Un fil à la patte qui pourrait dicter une partie des décisions politiques du futur gouvernement. La Cour des comptes se chargeant régulièrement de sonner le tocsin. En février dernier, lors de la parution de son rapport annuel, **les magistrats de la rue Cambon s'alarmaient - à nouveau - de la trajectoire de la dette française**. À la fin de cette année 2022, elle devrait s'élever à 113,5% du PIB. **L'objectif de la stabiliser à 117% de PIB en 2027** apparaissant "incertain", selon les experts, car ce scénario nécessiterait un effort budgétaire de 9 milliards d'euros par an.

Une perspective qui ne s'inscrit guère dans le projet du président réélu. Suppression de la redevance télé (environ 3 milliards d'euros), maintien de l'aide pour le carburant, assouplissement des droits de succession, abrogation de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (7 milliards d'euros), etc. Dans son programme, Emmanuel Macron n'a pas lésiné sur les promesses... Une liste qui donne le sentiment que "le quoi qu'il en coûte" mis en place pendant la crise sanitaire pourrait se prolonger encore un peu. Et qui se traduit en chiffres : d'après l'Institut Montaigne, le programme du président entraînera une hausse du déficit public de 44,5 milliards d'euros par an.

“Emmanuel Macron est bien parti pour laisser filer l’endettement, constate François Ecalte, ancien rapporteur général de la Cour des comptes et président de Fipeco. À court terme, tant que la Banque centrale européenne (BCE) achète des titres publics, maintient des taux bas, la France se finance sans difficulté.” D’autant que le système est sujet à une très grande inertie : l’Hexagone paie aujourd’hui des intérêts sur des emprunts émis il y a dix ans sur les marchés. Mais, cette facilité à emprunter ne signifie pas pour autant que la question de la dette publique est réglée, bien au contraire.

Le gage de la réforme des retraites

Les marchés financiers pourraient finir par prendre peur du peu d’entrain de la France à mener des réformes budgétaires. “Une fois que la guerre en Ukraine sera achevée, les discussions budgétaires vont reprendre au sein de l’UE dans le cadre du Mécanisme européen de stabilité (MES). Et cela sera dur pour la France !, prédit François Ecalte. Il va falloir donner des gages à nos partenaires.” Leur montrer en somme que la France fait des efforts budgétaires pour réduire son déficit et sa dette.

Un constat qui n’est pas nié du côté de La République en Marche. “On ne peut pas faire comme si la dette n’existait pas, explique le député (LREM) d’Indre-et-Loire Daniel Labaronne. Il nous faut faire preuve de sérieux dans sa gestion.” Parmi les gages de bonne foi, l’un semble tenir de l’évidence : le report de l’âge de départ à la retraite à 64 ans en 2027. “Ce n’est pas tant l’aspect financier que l’aspect symbolique de la réforme des retraites qui est important par rapport à nos partenaires”, appuie François Ecalte. Une mesure bien plus visible et identifiable pour les autres pays que quelques milliards économisés sur le budget de l’État ou sur celui des collectivités territoriales.

L'illusion du “quoi qu'il en coûte”

D'autres mesures pourraient s'inviter au menu : la réduction du nombre de fonctionnaires, des économies sur l'assurance maladie... Mais elles semblent politiquement inapplicables à un moment où les citoyens réclament un retour de l'État Providence. “Le ‘quoi qu'il en coûte’ a donné le sentiment que les milliards tombent du ciel”, s'inquiète le spécialiste des finances publiques qui anticipe un problème à plus long terme. “Impossible de vous dire à quel horizon, mais il s'est créé un tel fossé entre pays du nord et du sud de l'Europe, que l'éclatement de la zone euro pourrait se produire”, redoute François Ecalle.

Une dislocation qui pourrait être provoquée par un pays du nord de l'Europe, refusant de continuer à financer les pays du sud, jugés peu rigoureux dans leurs finances. “Je pense qu'Emmanuel Macron a le problème de la dette en tête parce qu'il discute en permanence avec les autres pays européens”, souligne l'expert. Néanmoins, rien ne dit qu'il réussira le tour de force de mener ses réformes (baisse des impôts de production, allègement des droits de succession, etc.) et à, en même temps, stabiliser la dette publique, qui pourrait être le boulet de son prochain quinquennat.